



SÉANCE 23

MARDI,
16 MARS 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Communications

- M. le Président

2. 6115 - Projet de loi modifiant la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et visant à promouvoir une représentation politique paritaire des femmes et des hommes

- *Déclaration de recevabilité*

3. Ordre du jour

- M. le Président

4. Question urgente N°507 de M. Xavier Bettel relative au numéro d'urgence pour les victimes de pédophilie lancé par l'Église catholique luxembourgeoise

- M. Xavier Bettel, M. François Biltgen, Ministre de la Justice, M. Xavier Bettel (question complémentaire), M. François Biltgen

5. Heure de questions au Gouvernement

Question N°37 du 16 mars 2010 de M. Jean-Paul Schaaf relative à la réforme projetée des classes supérieures de l'enseignement secondaire et secondaire technique, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- M. Jean-Paul Schaaf - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Question N°38 du 15 mars 2010 de M. André Bauler relative à l'évolution des travaux sur le site du futur lycée de Clervaux, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. André Bauler - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question N°39 du 16 mars 2010 de M. Claude Haagen relative au site retenu en vue de l'implantation du nouveau stade de football et d'un centre commercial à Livange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Claude Haagen - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question N°40 du 16 mars 2010 de M. Claude Adam relative au programme Scolaria, adressée à Mme la Ministre l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- M. Claude Adam - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Question N°41 du 16 mars 2010 de M. Raymond Weydert relative aux systèmes d'évacuation des eaux usées, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

- M. Raymond Weydert - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

Question N°42 du 16 mars 2010 de M. Fernand Kartheiser relative aux subsides accordés par le Ministère aux différentes associations au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances

- M. Fernand Kartheiser - Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances

Question N°43 du 16 mars 2010 de M. Alex Bodry relative au poste de douane sur l'autoroute A3/A31 à la frontière franco-luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Alex Bodry - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question N°44 du 15 mars 2010 de M. Eugène Berger relative à l'utilisation de logiciels libres dans les administrations étatiques et dans l'enseignement, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias

- M. Eugène Berger - M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias

Question N°45 du 16 mars 2010 de M. Lucien Clement relative au Plan général de gestion des déchets, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

- M. Lucien Clement - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

Question N°46 du 16 mars 2010 de M. Camille Gira relative aux consignes ministérielles en matière du prix de l'eau potable, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

- M. Camille Gira - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

6. Question avec débat N°8 de M. Claude Adam au sujet de l'évolution de l'école de recherche «Eis Schoul»

- M. Claude Adam, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, M. Claude Adam (question complémentaire), Mme Mady Delvaux-Stehres

7. Question avec débat N°9 de M. Claude Adam au sujet de l'évolution du lycée-pilote «Neie Lycée»

et

Question N°492 de M. Ben Fayot sur la réorientation des élèves sortant du «Neie Lycée»

- M. Claude Adam, M. Ben Fayot, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

8. Motion de M. Henri Kox relative à l'interdiction de la mise en culture, de la transformation et de la vente des quatre nouvelles variétés d'OGM autorisés par la Commission européenne en date du 2 mars 2010

et

Motion de M. Henri Kox relative au respect d'un moratoire sur l'autorisation et la ré-autorisation d'OGM jusqu'à la conclusion des réflexions exigées par les Ministres de l'Environnement en décembre 2008 et l'entrée en vigueur d'une nouvelle procédure d'autorisation renforcée et d'évaluation scientifique des effets sanitaires, environnementaux et socio-économiques

- Exposé: M. Henri Kox

- Discussion générale: M. Fernand Etgen

- M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé (propose une version modifiée de la motion 1), M. Henri Kox (donne son accord à la version modifiée)

- Vote sur les motions (motion 1 modifiée adoptée, motion 2 adoptée)

9. 5942 - Projet de loi portant modification des articles L. 010-1, L. 141-1, L. 142-2 et L. 142-3 du Code du Travail

- Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: Mme Vera Spautz

- Discussion générale: M. Ali Kaes, M. André Bauler, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann

- M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, M. Gast Gibéryen (parole après ministre)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

10. 5798 - Projet de loi portant approbation de l'Accord multilatéral entre la Communauté européenne et ses États membres, la République d'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, la République de Bulgarie, la République de Croatie, la République d'Islande, la République du Monténégro, le Royaume de Norvège, la Roumanie, la République de Serbie, et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo sur la création d'un espace aérien commun européen (EACE), signé à Luxembourg, le 9 juin 2006

- M. le Président (informe que le vote est personnel et qu'une majorité qualifiée est requise)

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

11. 6107 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz

- Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Roger Negri, M. François Bausch, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann

- M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

12. Question avec débat N°7 de M. Fernand Kartheiser au sujet du transfert de la «Gëlle Fra» à Shanghai pendant l'exposition universelle

- M. Fernand Kartheiser, M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. Fernand Kartheiser (question complémentaire), M. Claude Wiseler

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Neen, Här President.

► **M. le Président.**- Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Par contre hunn ech folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

6120 - Projet de loi modifiant la dénomination du Lycée technique Nic. Biever et étendant son offre scolaire à la division supérieure de l'enseignement secondaire

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 12.03.2010

6121 - Projet de loi portant modification de la loi du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 12.03.2010

3) La pétition N°297 «fir e mënschefrëndlecht Wunnen an Uertschafte mat Liewensqualitéit» a été déposée en date du 10 mars 2010 par la Ligue luxembourgeoise du coin de terre et du foyer.

2. 6115 - Projet de loi modifiant la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et visant à promouvoir une représentation politique paritaire des femmes et des hommes

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 11. Mäerz huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech hei ëm d'Proposition de loi N°6115 vun der Madame Viviane Loschetter, eng Ofännerung vum Wahlgesetz fir eng Paritéit vun der politescher Representatioun vu Männer a Fraen.



Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

3. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz huet fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung; dann d'Question avec débat N°8 vum Här Claude Adam iwwert d'Evolution vum der Schoul „Eis Schoul“; dann d'Question avec débat N°9 vum Här Claude Adam iwwert d'Evolution vum „Neie Lycée“; dann zwou Motioune vum Här Henri Kox iwwert d'OGMen; dann de Projet de loi 5942, eng Ofännerung vum Code du Travail nom Modell 1; de Projet de loi 5798, en Accord iwwert d'Schafe vun engem europäesche Loftraum, och nom Basismodell; an dann de Projet de loi 6107 iwwert d'Gestioun vun den Zuchinfrastrukturen nom Modell 1; an da schlussendlech, fir de Programm ofzeschléissen, d'Question avec débat N°7 vum Här Fernand Kartheiser, iwwert d'Gëlle Fra.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer, éischstens, de Projet de loi 6072, eng Duebelbesteuerungskonvention tëschent Lëtzebuerg an 20 anere Länner nom Modell 1; dann de Projet de loi 6037, eng Ofännerung vum Pressegesetz och nom Modell 1; de Projet de loi 5849, eng Konvention géint d'Folter nom Basismodell; de Projet de loi 6001, e Protokoll iwwert d'Cour de justice Benelux nom Basismodell; de Projet de loi 6074, eng Ofännerung vum Code d'instruction criminelle och nom Basismodell; de Projet de loi 6106, eng Konvention mat Indien iwwert d'Sécurité sociale nom Basismodell; a schlussendlech d'Question avec débat N°6 vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Ambassaden, déi a Lëtzebuerg zougemaach ginn.

Den Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi hu mer eng Deklaratioun vun der Madame Kooperatiounsministesch iwwert d'Entwécklungshëllef mat uschléissender Debatt.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir hunn elo nach virun der Froestonn un d'Regierung d'Question urgente N°507 vum Här Xavier Bettel iwwert den Nout-telefon, dee vun der kathoulescher Kierch agefouert ginn ass fir Affer vu Pädophilie. Den Här Xavier Bettel huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit, fir do-robber ze äntwerten. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

4. Question urgente N°507 de M. Xavier Bettel relative au numéro d'urgence pour les victimes de pédophilie lancé par l'Église catholique luxembourgeoise

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Merci, Här President, dass Der mer d'Geleeënheet gitt, fir déi Fro hei direkt dem Justizminister kënnen ze stellen. En ass och Kultusminister, dat heescht, en huet och déi duebel Kap, déi hei concernéiert ass. Ech hunn nämlech den Artikel gelies, Här President, de Samschdeg am „Lëtzeburger Wort“, en Interview vum Vicaire général Mathias Schiltz - an ech zitieren -, wou et justement iwwer Fäll vu Pädophilie jo am Ausland gaangen ass a wéi et dann zu Lëtzebuerg war:

„Doch haben wir für alle Fälle am Donnerstag im Domkapitel beschlossen, eine Ansprechperson für eventuelle eingehende Hinweise und Klagen einzusetzen. Sie soll von einer multidisziplinären Arbeitsgruppe unterstützt werden, der sowohl weibliche als auch männliche Psychologen, Juristen, Mediziner, Theologen, Kirchenrechtler und so weiter angehören. Die Namen der genannten Personen und die Adresse der Anlaufstelle werden soweit möglich im Lauf der kommenden Woche veröffentlicht. Darüber hinaus streben wir eine Zusammenarbeit mit der Staatsanwaltschaft, dem Familienministerium, der Menschenrechts-

kommission, der Ombudsfrau für Kinderrechte und so weiter an.“

Här President, fir mech ass dat heiten e gravé Präzedenzfall. Firwat? Wann e Fait pénal do ass, ass et net un enger Organisation, egal wéi eng et ass - an ech mengen, et ass och am Intérêt vun der Kierch, dass dat kloer gesot gëtt -, eng Hotline ze kreéieren, déi selwer vun hir organiséiert gëtt. Esou steet et op jidde Fall am Artikel. Wa Fait-pénalen do sinn, dann ass et un enger Police oder un engem Parquet, eng Enquête ze maachen, an net un enger Organisation, esou wéi ech dat elo just virdu beschriwwen hunn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dofir si verschidde Froen, déi sech stellen, Här President. Gëtt et eng Base légale, fir dass ee kann am Fong eng Décharge vum Parquet oder vun der Police un eng Institution wéi d'Kierch ginn? Ech ka mer dat net virstellen an ech mengen, de Justizminister ka mer do net Onrecht ginn.

De Problem ass och, mir kréien da gesot, dass eng Fra dann do beim Bistum wier, déi déi Plainten, esou wéi dat jo och hei gesot gëtt... Ech soen nach: „Hinweise und Klagen einzusetzen“. Dat heescht, dass déi Fra d'Plainten unhëlt. Wat ass där hire Statut? Huet se de Secret professionnel? Bleift dat tëschent där Persoun? Déi zweet Fro ass: Wat sinn d'Obligationen, déi déi Persoun huet? Ginn déi Faiten direkt un de Parquet dénoncéiert? Gëtt dat net gemaach?

Ech muss lech just soen, Här President, dass mer net dierfen e Système extrajudiciaire hei kreéieren, esou wéi bei verschidene Leit elo d'Impression opkomm ass. Ech géif dat net gutt fannen. An ech mengen am Intérêt vun der Kierch, am Intérêt vun eiser Justiz zu Lëtzebuerg soll den normale Wee vun der Justiz gëllen, dee vun der Police an dee vum Parquet.

Ech hu vill Schwieeregkeeten, dass mer hei op eng kéier en Téléphone, eng Hotline kreéiere vun enger Organisation, déi iwwer Faiten, déi hir eegen Institution concernéiert, duerno mandatéieren, fir do Léisungen ze fannen. Ech wier dofir frou, Här President, fir d'Position vun der Regierung ze kréien, an der Qualitéit, wéi gesot, vum Här Biltgen, deen als Kultus- a Justizminister déi duebel Kap huet, fir eis hei eng Äntwert kënnen ze ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Bettel Merci. An elo kritt den Här Justiz- a Kultusminister François Biltgen d'Wuert.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Här President, ech wäert herno nach eng kéier dorop zrëckkommen, dass ech lech eng kéier d'Konstitution vun der Regierung matdeelen, well verschidde Froen un déi falsch Ministere gestallt ginn. Déi heite Fro adresséiert sech un de Justizminister. Si ka sech net un de Kultusminister adresséieren, wann ee weess, wéi bei eis d'Relationen zwësche Kierch a Kultus gestalt sinn. De Kultusminister ass net Chef vun de reliése Gemeinschaften. Do hu mer verfassungsrechtlech Bestëmmungen dozou.

Wa mer elo kucken, ëm wat et geet, eng ganz Partie vu Virfäll, déi an der Vergaangenheet och schonn iwwerall waren, wou vill Tabu war, vun deenen haut méi geschwat gëtt, wou et ëm Kanner geet, a wou et a ville Fäll och hei bei Kierchen ëm Abusé vun Amtspersounen par rapport zu Mannerjähre geet, déi zum Deel - ech kommen nach eng kéier dorobber zrëck - scho laang zrëckleien, huet een dräi Volen an där Diskussioun.

Deen een ass effektiv dee strofrechtlechen; deen zweeten ass deen disziplinarrechtlechen; deen drëtten ass deen zivilrechtlechen, deen och eppes mat den Affer ze dinn huet.

Ech hu virdu gesot, vun esou Fäll notament, déi, déi elo kéinte bekannt ginn, kënnen der ganz vill staark zrëckleien an effektiv och scho verjährt sinn. Och dat dierf een net vergiessen. Et ass net vun ongefëier, wou mer virun e puer Méint, dat war nach just virun de Wahlen, am Affer-schutzgesetz eng Disposition drageschriwwen hunn, dass bei Mannerjähren

d'Verjährung eréischt ufänkt, wa se grouss-jähreg sinn. Esou wäit zum Strofrechtlechen.

Wann elo eng Organisation, ob dat d'Kierch oder eng aner ass, seet: „Mir bekëmmere eis och ëm d'Affer.“ -, dann huet dat emol an éischter Linn eppes mat deem zivilrechtliche Volet ze dinn, nämlech deem, sech ëm d'Affer ze bekëmmere. Mir ginn net midd, an ech wäert och muer souwuel an der Chamberskommission wéi an enger öffentlecher Konferenz iwwert d'Strofwiesen zu Lëtzebuerg soen, wéi wichtig et och an Zukunft ass, dass mer eis méi ëm d'Affer bekëmmere. Well d'Affer sinn och nach ëmmer Affer, och wann zum Beispill d'Strofdot scho verjährt ass, wat ganz oft kann de Fall sinn, elo wou Saache kënnen un d'Dageslicht kommen, déi net komm sinn.

Den zweite Volet ass den disziplinarrechtlechen. All Organisation, ob se dem Privatrecht oder dem öffentleche Recht ënnerläit, muss parallel respektiv ënnergeuerdnet zum Strofrecht och disziplinaresch kënnen virgoen. Si muss also och bei sech selwer virun der Dier kieren.

Dat geschitt bei all Privatpatron. Iwwregens ënnerläit d'Kierch och dem allgemenge Privatrecht. Dat geschitt iwwregens och - dat soen ech heibannen, well ech dat ëmmer erëm op Béierdëschgesprécher héieren - beim Stat. Do ass et nämlech net esou, wéi oft op de Béierdëschgesprécher gesot gëtt, dass beim Stat ni eppes géif geschéien.

Notamment bei Fäll, wou et ëm Kanner gaangen ass, notamment an der Schoul, kënnt et regelméisseg zu Disziplinarprozesser beim Stat, déi och bis ganz staark geahnt ginn. Nach kierzlech ass et do zu enger Entloossung komm.

Da si mer beim Strofrechtlechen. Natierlech ass et ganz kloer, an do ass de Code pénal ganz kloer, respektiv de Code d'instruction criminelle, den Artikel 23, dass do de Parquet derfir zoustänneg ass.

Wann also elo iergendeng Organisation, déi fäert, dass et an hire Reie kann zu Strofdote komm sinn, Affer do sinn, wann déi sech elo ëm déi Affer bekëmmert, dann ass dat keng Substitution a virun allem keng Entmuechtung vum Parquet, well - an ech mengen, och dat steet an där Deklaratioun, esou wéi ech se gelies hunn -, et ass wéi an der Vergaangenheet. Also muss et och sinn nom Gesetz, soss géife souwuel d'Kierch als Personalité morale wéi och déi Leit, déi fir d'Kierch schaffen, sech perséinlech haftbar maachen. A Strofdoten, déi hinne kënnen als Strofdot opfalen, müssen dem Parquet genannt ginn. Dat ass ganz einfach d'Rechtssituation, an do gëtt et och näischt drun ze deuten.

Dofir fannen ech déi Initiativ vun der Kierch éischter eng positiv Initiativ, ëmsou méi, wou jo vill de Problem ass, dass déi Leit, a besonnesch wann et scho méi laang zrëckläit; haut gëtt méi driwwer geschwat, haut ginn déi Fäll vläicht éischter gemellt op deenen eenzelnen Instanzen. Wou mer och haut schonn Hotlinen hunn, mengen ech, ass et awer och wichtig, dass do Instanzen, wou kann an hire Reien eppes schifgaang sinn, och eng Ulaftell bréngen, wou d'Leit net fäerten dohinner ze goen.

Dat ass jo oft d'Gefor. Dat hunn ech och ëmmer erëm matgemaach a menger aktiver Zäit als Affekot, wann ee Leit gesot huet, elo gi mer bei d'Police - nach méi wéi bei de Parquet, bei d'Police -, dass d'Leit Angscht haben, iwwerhaupt eppes ze dénoncéieren, well se gesot hunn: „Do geet jo näischt weider.“

An deem Sënn mengen ech, dass dat eng gutt Initiativ ass, déi hei geholl gëtt, déi sech net dierf - an ech mengen och net, dass dat wäert sinn, soss géif hei d'Strofrecht verletzt ginn - dem Parquet substituieren, mä au contraire dem Parquet zouschaffen, a fir de Rescht dat maachen, ëm dat et haaptsächlech geet, nämlech sech ëm d'Afferen ze bekëmmere an och d'Afferen ze entschiedegen. Et wär gutt, wann d'Afferen och ouni strofrechtlech Saachen och vill méi géifen entschiedegt ginn. Mä dovunner wäert ech lech muer e bësse méi erzielen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, wann Der erlaabt?

► **M. le Président.**- Här Bettel, mir sinn zwar elo net an der Prozedur vun der Question avec débat. Et war eng Fro, an déi ass beäntwert ginn. Jo?

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, et ass just e Problem. Den Här Minister huet gesot, dass déi Institution eng Obligation hätt, d'Affär weiderzeginn. Wou steet dat? Eng Obligation légale huet e Statsbeamten, do si mer eis ganz eens. Mir si ganz averstanen, dass et eng Obligation morale gëtt, e Fait ze dénoncéieren. Am Code pénal... Jo, mä am Code pénal ass et do eng Obligation?

A wat ass, ech hunn och d'Fro gestallt, Här President... Wéi ass et mam Secret professionnel vun där Persoun, déi Informatiounen kritt? Wat geschitt do? An dann: Ass de Minister wierklech der Iwwerzeugung, dass d'Kierch déi beschet Organisation/Institution ass, fir sech am Fong mat Leit vun där Institution ëm Victimë vun hir ze këmmere?

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Zu deem leschte Punkt muss ech jo aver e bëssen de Kapp rëselen. Engersäits gëtt ëmmer gesot, notamment vis-à-vis vun der Kierch, et géif alles ënnert den Dësch gekiert ginn. Dee Moment, wou en oppenen Appell ass - a wann et en oppenen Appell ass, mengen ech, ass en net do, fir eppes ënnert den Dësch ze kieren -, gëtt gesot, et därer keen oppenen Appell geschéien. Esou dass ech scho mengen, dass dat eng propper Attitüd ass, fir och selwer bei sech virun der Kierch virun der Dier ze kieren.

Also, mir hunn... Ech soen dat, och beim Stat gëtt et där dote Fäll. An et ass ganz wichtig, dass een do mat Zäite ka reagéieren an dass een net d'Aen zoomécht. An ech mengen, an deem Sënn fanne mir et éischter gutt, dass d'Kierch hir Verantwortung do iwwerhëlt.

Wat de Rescht ubelaangt, ass et nach eng kéier ganz kloer, dass et awer wuel effektiv d'Ministres des cultes keng Statsbeamte sinn am Sënn vum Term. Vu dass et awer nach eng ganz Partie aner Bestëmmunge gëtt vu Verdunkelung an esou weider, mengen ech nu wierklech, dass hei d'Gesetzgebung esou outilléiert wär, dass näischt kéint virkommen.

An ech mengen nach eng kéier, wann hei gewünscht wär vun där Organisation, fir eppes ënnert den Dësch ze kieren, dann hätt se net deen doten Appell gemaach. Dofir, nach eng kéier, ech mengen net als Justizminister, dass hei géif eppes schifgoen. Au contraire, mengen ech, dass et vläicht gutt ass, dass vläicht och Saache bekannt ginn. A virun allem dat Wichtegst ass, nach eng kéier, dass een net nëmmen de Code pénal kuckt, mä dass ee virun allem d'Victimë kuckt.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Justizminister.

5. Heure de questions au Gouvernement

Den nächste Punkt ass eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Froe virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Opposition. Als éischt hu mer d'Fro N°37 vum Här Jean-Paul Schaaf un d'Erzéiungsministesch iwwert d'Reform vum Secondaire. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°37 du 16 mars 2010 de M. Jean-Paul Schaaf relative à la réforme projetée des classes supérieures de l'enseignement secondaire et secondaire technique, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).**- Merci, Här President. Ech wollt eng kuerz Fro stel-